



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.219/4
du 19 octobre 2022

advies 72.219/4
van 19 oktober 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant diverses
dispositions relatives au statut
des militaires'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
diverse bepalingen betreffende
het statuut van de militairen'

Le 21 septembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions relatives au statut des militaires'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 19 octobre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 19 octobre 2022.

*

Op 21 september 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Defensie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen betreffende het statuut van de militairen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 19 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 19 oktober 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

IRRECEVABILITÉ PARTIELLE DE LA DEMANDE D'AVIS

Comme l'a confirmé le délégué de la Ministre, l'article 13 du projet trouve son fondement juridique dans l'article 66, § 2, alinéa 9, de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées' qui énonce :

« Le militaire évalué peut introduire un recours auprès du second évaluateur au moment et selon la procédure déterminée par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres ».

En l'espèce, aucune délibération du Conseil des ministres ne figure au dossier transmis à la section de législation et ni le préambule de l'arrêté en projet ni la lettre de demande d'avis ne font état de ce que le projet d'arrêté aurait fait l'objet d'une délibération préalable en Conseil des ministres.

Il est rappelé à ce sujet que, lorsqu'elle est imposée, la délibération en Conseil des ministres ne peut être assimilée à une simple « formalité préalable » au sens de l'article 84, § 3, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'. Elle est en effet destinée à permettre à l'ensemble des ministres d'échanger leur point de vue et de participer directement à la confection du projet d'arrêté en cause en acquiesçant par voie de consensus à son contenu. Ce n'est qu'une fois ce consensus acquis que la disposition d'un projet d'arrêté royal qui doit être délibérée en Conseil des ministres peut être considérée comme en état d'être soumise à l'avis de la section de législation.

Il en résulte que la demande d'avis est, à l'égard de l'article 13 du projet, prématurée et, partant, irrecevable.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 8 de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion' dispose :

« Sont soumis à l'accord du Ministre [qui a la] Fonction publique dans ses attributions les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et d'arrêté ministériel qui ont pour objet :

1^o la fixation ou la modification des cadres organiques ;

2^o la fixation ou la modification du statut administratif et/ou pécuniaire du personnel des services ».

Contrairement à ce que prévoyait l'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 'relatif au contrôle administratif et budgétaire', que l'arrêté royal du 20 mai 2022 a remplacé à partir du 20 juin 2022, il n'est plus prévu que l'accord du ministre de la Fonction publique n'est requis, pour la fixation ou la modification de dispositions statutaires, « que lorsqu'il est prescrit par des dispositions légales ou réglementaires ».

L'accord du ministre de la Fonction publique devra donc être recueilli en l'espèce dans la mesure où le projet modifie le statut administratif de militaires ¹.

L'accomplissement de cette formalité obligatoire sera visé au préambule.

2. Dans sa version française, l'article 17, alinéa 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 énonce :

« Sans préjudice des articles 18 à 20 compris, sont soumis aux inspecteurs des finances pour avis préalable :

[...]

2° tous les dossiers qui doivent être soumis au Ministre du Budget et au Ministre de la Fonction publique conformément aux articles 6 et 8 ;

[...] ».

La version néerlandaise de cet article dispose quant à elle :

« Onverminderd de artikelen 18 tot en met 20 worden aan de inspecteurs van financiën voor voorafgaand advies voorgelegd:

[...]

2° alle dossiers die aan de Minister van Begroting of aan de Minister van Ambtenarenzaken worden voorgelegd overeenkomstig de artikelen 6 en 8

[...] ».

Il existe dès lors une divergence entre la version française et la version néerlandaise ².

L'intention qui a présidé à la rédaction de l'article 17 de l'arrêté royal du 20 mai 2022, telle qu'elle ressort du rapport au Roi, doit donc être examinée pour en apprécier la portée.

¹ Voir, par exemple, l'article 2 du projet qui entend exclure certaines fonctions de la possibilité de bénéficier du régime volontaire de la semaine de quatre jours et du régime du départ anticipé à mi-temps.

² C'est notamment pour éviter de telles divergences, sources d'insécurité juridique, que la section de législation avait, dans son avis n° 71.323/4 donné le 2 mai 2022 sur le projet devenu l'arrêté royal du 20 mai 2022, invité l'auteur du projet à revoir la version française du projet sur le plan de sa qualité linguistique et de la légistique, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/71323.pdf>.

Le rapport au Roi expose, au sujet de cet article 17, ce qui suit :

« L'article 17 comprend, outre les catégories de dossiers mentionnées dans les trois articles suivants, d'abord les dossiers qui, après obtention d'un avis de l'inspecteur des finances compétent ou des inspecteurs des finances compétents, nécessitent également un accord ou désaccord de la Ministre du Budget et/ou de la Ministre de la Fonction publique, ou qui sont liés à la confection du budget (article 17, 1° à 4° compris ; accord requis pour les dossiers comme prévu à l'article 17, 2°). En cas d'avis défavorable ou conditionnellement favorable, ces dossiers sont ainsi exclus de l'appel éventuel du ministre concerné à la procédure de recours décrite à l'article 25 ».

De manière plus générale, aucun élément du rapport au Roi ne permet en outre de penser que l'intention de son auteur était de modifier la règle inscrite à l'article 14, 1°, b), de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 qui prévoyait :

« Sont soumis, pour avis préalable, aux Inspecteurs des Finances :

1° les avant-projets de loi, les projets d'arrêté royal et l'arrêté ministériel, de circulaire ou de décision :

[...]

b) qui sont soumis aux Ministres qui ont le budget ou l'administration générale dans leurs attributions

[...] ».

Compte tenu de ce qui précède, l'article 17, alinéa 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 20 mai 2022 doit être interprété en ce sens que l'avis de l'inspecteur des Finances est requis lorsque le dossier concerné doit être soumis au ministre du Budget « ou » au ministre de la Fonction publique conformément aux articles 6 et 8 de cet arrêté.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet de recueillir l'avis de l'inspecteur des Finances eu égard au fait que l'accord du ministre de la Fonction publique est requis en l'espèce, comme cela ressort de l'observation n° 1.

L'accomplissement de cette formalité obligatoire sera visé au préambule.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications autres que de forme et ne résultant pas également des suites réservées au présent avis, ces modifications devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 2, il convient de viser également l'article 11, alinéa 1^{er}, 4°, de la loi du 25 mai 2000 'instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière' puisque l'annexe 1 en projet à l'arrêté royal du 29 juillet 1997 'portant exécution de la loi du 25 mai 2000 instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière' (annexe 1 au projet) comporte également les fonctions, unités ou organismes pour lesquels le régime du départ anticipé à mi-temps est exclu.
2. L'annexe B à l'arrêté royal du 11 septembre 2003 'relatif au recrutement des militaires' (annexe 3 au projet), que l'article 6 du projet entend remplacer, ne désigne pas l'autorité qui fixe les coefficients de pondération utilisés pour l'exécution des modèles de classification mais précise uniquement les fourchettes dans lesquelles ces coefficients peuvent être fixés conformément à l'article 13, alinéa 6, de la loi du 28 février 2007. Il convient donc d'omettre, à l'alinéa 3, le visa relatif à l'article 13, alinéa 5, de cette loi.
3. L'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 10 avril 2016 'relative au travail à distance au sein de la Défense' sera visé à l'alinéa 4 en tant qu'il constitue le fondement juridique des articles 10 et 11 du projet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

« À l'article 1^{er}*ter*, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 11 juin 1974 relatif au statut des volontaires du cadre actif des Forces armées, inséré par l'arrêté royal du 11 août 1994 et modifié par l'arrêté royal du 23 juin 2005, les modifications suivantes sont apportées : ».

Article 5

Dans plusieurs de ses dispositions, le projet instaure un parallélisme entre l'état-major opérations et entraînement et les états-majors des composantes.

La question se pose dès lors de savoir si, à l'article 5, c), du projet, il procède bien de l'intention de l'auteur du projet de prévoir que c'est le directeur général *human resources* qui désigne le membre des états-majors des composantes alors que pour le membre de l'état-major opérations et entraînement, c'est le chef d'état-major opérations et entraînement qui le désigne.

Interrogé sur ce point, le délégué de la Ministre a confirmé que la disposition sera réexaminée à cet égard.

Article 7

Dans son avis n° 53.959/2/V³, la section de législation a fait l'observation suivante, qu'il convient de réitérer à l'égard de l'article 7, a), du projet qui entend modifier l'article 2, § 2, 2°, de l'arrêté royal du 14 octobre 2013 'fixant la composition et le fonctionnement de l'instance d'appel au sein de la Défense' :

« Dans son avis 53.229/4 donné le 22 mai 2013, sur un avant-projet devenu la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire'⁴, la section de législation a fait l'observation générale suivante :

'Présentent un caractère excessif, au regard du principe de légalité (article 182 de la Constitution), les habilitations de pouvoir réglementaires prévues par :

[...]

– l'article 269 qui habilite le Roi à fixer la composition et le fonctionnement de l'instance d'appel (article 178/2 en projet)

[...]'.

L'article 178/2 de la loi du 28 février 2007, tel qu'inséré par la loi du 31 juillet 2013, a été revu en conséquence et ses cinquième et sixième alinéas sont rédigés comme suit :

'Les règles relatives à la procédure d'appel sont fixées par le Roi.

L'instance d'appel est composée selon les règles suivantes :

1° l'instance d'appel est composée de trois membres, dont un président, revêtu au moins d'un grade d'officier supérieur et de deux autres membres, revêtus d'un grade supérieur à celui du militaire ou du candidat militaire qui comparait, ou au moins plus anciens dans le même grade de la même catégorie de personnel ;

2° toutefois, pour autant que l'appartenance à la catégorie d'aptitude D soit la conséquence d'appréciations de poste insuffisantes, l'instance d'appel compétente dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est composée paritairement. Elle comporte un nombre égal de représentants de l'autorité et de représentants des syndicats représentatifs du personnel militaire'.

³ Avis n° 53.959/2/V donné le 9 septembre 2013 sur un projet devenu l'arrêté royal du 14 octobre 2013 'fixant la composition et le fonctionnement de l'instance d'appel au sein de la Défense', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53959.pdf>.

⁴ Avis n° 53.229/4 donné le 22 mai 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 31 juillet 2013 'modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires du cadre actif des forces armées et modifiant certaines dispositions relatives au statut du personnel militaire', *Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2879/1, pp. 307 à 325 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53229.pdf>.

Les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2 du projet sont sujets à critique en ce que le premier reproduit et le second complète l'article 178/2, alinéa 6, de la loi quant à la composition de l'instance d'appel ⁵.

Par conséquent l'article 2 sera revu à la lumière de cette observation ».

*

⁵ *Note de bas de page n° 4 de l'avis cité* : À cet égard, il ressort du rapport au Roi que le texte en projet a pour but de fixer des règles relatives à la composition de l'instance d'appel.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

GEDEELTELIJKE ONONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat artikel 13 van het ontwerp rechtsgrond vindt in artikel 66, § 2, negende lid, van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’, dat bepaalt:

“De geëvalueerde militair kan een beroep bij de tweede evaluator indienen op het tijdstip en volgens de procedure bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.”

In casu blijkt niet uit de stukken in het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden dat er overleg is geweest in de Ministerraad, en noch in de aanhef van het ontworpen besluit, noch in de brief met de adviesaanvraag wordt gewag gemaakt van voorafgaand overleg in de Ministerraad over het ontwerp van besluit.

Er wordt dienaangaande aan herinnerd dat wanneer overleg in de Ministerraad vereist is, dat overleg niet gelijkgesteld kan worden met een louter “voorafgaand vormvereiste” in de zin van artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’. Dat overleg is immers bedoeld om alle ministers de gelegenheid te bieden van gedachten te wisselen en rechtstreeks mee te werken aan de totstandkoming van het ontwerpbesluit in kwestie door bij consensus in te stemmen met de inhoud ervan. Pas wanneer die consensus bereikt is, kan de bepaling van een ontwerp van koninklijk besluit waarover overleg moet plaatsvinden in de Ministerraad, beschouwd worden als in zoverre gereed dat het voor advies voorgelegd kan worden aan de afdeling Wetgeving.

Daaruit volgt dat de adviesaanvraag, in zover ze betrekking heeft op artikel 13 van het ontwerp, voorbarig en, bijgevolg, onontvankelijk is.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’ bepaalt:

“Aan de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken worden voorgelegd, de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk besluit en ministerieel besluit die ertoe strekken:

1° de personeelsformaties vast te stellen of te wijzigen;

2° het administratief en/of het geldelijk statuut van het personeel van de diensten vast te stellen of te wijzigen.”

In tegenstelling tot wat voorgeschreven was in artikel 7, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole’, dat vanaf 20 juni 2022 vervangen is door het koninklijk besluit van 20 mei 2022, wordt niet langer bepaald dat, voor de vaststelling of wijziging van statutaire bepalingen, de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken alleen vereist is “wanneer ze wordt voorgeschreven door wets- of verordeningsbepalingen”.

In casu is dus vereist dat het ontwerp voor akkoordbevinding wordt voorgelegd aan de minister van Ambtenarenzaken in zoverre het strekt tot wijziging van het administratief statuut van de militairen.¹

De vervulling van dit verplicht vormvereiste moet vermeld worden in de aanhef.

2. De Franse tekst van artikel 17, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 luidt:

“Sans préjudice des articles 18 à 20 compris, sont soumis aux inspecteurs des finances pour avis préalable :

(...)

2° tous les dossiers qui doivent être soumis au Ministre du Budget et au Ministre de la Fonction publique conformément aux articles 6 et 8 ;

(...)”.

De Nederlandse tekst van de bepaling luidt op zijn beurt:

“Onverminderd de artikelen 18 tot en met 20 worden aan de inspecteurs van financiën voor voorafgaand advies voorgelegd:

(...)

2° alle dossiers die aan de Minister van Begroting of aan de Minister van Ambtenarenzaken worden voorgelegd overeenkomstig de artikelen 6 en 8;

(...)”.

¹ Zie bijvoorbeeld artikel 2 van het ontwerp dat ertoe strekt bepaalde functies uit te sluiten van de mogelijkheid om te opteren voor de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap.

Er bestaat dus een verschil tussen de Franse en de Nederlandse tekst.²

De bedoeling die aan de grondslag lag van de redactie van artikel 17 van het koninklijk besluit van 20 mei 2022, zoals die blijkt uit het verslag aan de Koning, moet dus onderzocht worden teneinde er de draagwijdte van te beoordelen.

In het verslag aan de Koning staat in verband met dat artikel 17 het volgende:

“Artikel 17 omvat, naast de in de volgende drie artikelen opgenomen categorieën van dossiers, vooreerst de dossiers die, na het verkrijgen van een advies van de bevoegde inspecteur(s) van financiën, tevens een akkoord of niet-akkoord vereisen van de Minister van Begroting en/of de Minister van Ambtenarenzaken of die betrekking hebben op de opstelling van de begroting (artikel 17, 1° tot en met 4°; akkoord vereist voor de dossiers zoals vermeld in artikel 17, 2°). Deze dossiers vallen zodoende in voorkomend geval van een ongunstig of voorwaardelijk gunstig advies buiten het mogelijk beroep dat de betrokken minister kan doen op de in artikel 25 omschreven beroepsmogelijkheid.”

Meer in het algemeen wijst bovendien niets in het verslag aan de Koning erop dat de steller ervan de bedoeling had de regel vervat in artikel 14, 1°, b), van het koninklijk besluit van 16 november 1994 te vervangen, die bepaalde:

“Aan de Inspecteurs van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd:

1° de voorontwerpen van wet, de ontwerpen van koninklijk en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing;

(...)

b) die aan de Ministers tot wier bevoegdheden de begroting en het algemeen bestuur behoren worden voorgelegd;

(...).”

Rekening houdend met wat voorafgaat, moet artikel 17, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 aldus uitgelegd worden dat het advies van de inspecteur van Financiën vereist is wanneer het dossier in kwestie overeenkomstig de artikelen 6 en 8 van dat besluit voorgelegd moet worden aan de minister van Begroting “of” aan de minister van Ambtenarenzaken.

De steller van het ontwerp dient dan ook om het advies van de inspecteur van Financiën te verzoeken gelet op het feit dat de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken *in casu* vereist is, zoals dat blijkt uit opmerking 1.

De vervulling van dit verplicht vormvereiste moet vermeld worden in de aanhef.

² Het is inzonderheid om dergelijke verschillen, die aanleiding geven tot rechtsonzekerheid, te voorkomen dat de afdeling Wetgeving, in advies 71.323/4 van 2 mei 2022 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit 20 mei 2022, de steller van het ontwerp verzocht heeft om de Franse tekst van het ontwerp zorgvuldig te herzien op taalkundig en wetgevingstechnisch vlak, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/71323.pdf>.

3. Als ten gevolge van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zouden worden aangebracht die niet louter vormelijk van aard zijn en die niet ook voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten die wijzigingen opnieuw om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het tweede lid dient eveneens verwezen te worden naar artikel 11, eerste lid, 4°, van de wet van 25 mei 2000 ‘tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking’ aangezien in de ontworpen bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 29 juli 1997 ‘tot uitvoering van de wet van 25 mei 2000 tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking’ (bijlage 1 bij het ontwerp) eveneens de functies, eenheden en organen opgenomen zijn die uitgesloten zijn van de regeling inzake de vervroegde uitstap.

2. In bijlage B bij het koninklijk besluit van 11 september 2003 ‘betreffende de werving van militairen’ (bijlage 3 bij het ontwerp), die vervangen wordt bij artikel 6 van het ontwerp, wordt niet de overheid aangewezen die de wegingscoëfficiënten vaststelt die gebruikt worden voor de uitvoering van de classificatiemodellen, maar worden louter de marges opgegeven waarbinnen die coëfficiënten vastgesteld kunnen worden overeenkomstig artikel 13, zesde lid, van de wet van 28 februari 2007. In het derde lid dient de verwijzing naar artikel 13, vijfde lid, van die wet dus weggelaten te worden.

3. In het vierde lid moet verwezen worden naar artikel 6, eerste lid, van de wet van 10 april 2016 ‘betreffende het werken op afstand binnen Defensie’, aangezien dat de rechtsgrond vormt voor de artikelen 10 en 11 van het ontwerp.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De inleidende zin moet gesteld worden als volgt:

“In artikel 1^{ter}, § 1, van het koninklijk besluit van 11 juni 1974 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht:”.

Artikel 5

In verschillende bepalingen van het ontwerp wordt een parallellisme ingesteld tussen het stafdepartement operaties en training en de staven van de componenten.

De vraag rijst dus of het wel degelijk de bedoeling is van de steller van het ontwerp om in artikel 5, c), van het ontwerp te bepalen dat de directeur-generaal *human resources* het lid van de staven van de componenten aanwijst terwijl de stafchef operaties en training het lid van het stafdepartement operaties en training aanwijst.

Op een vraag dienaangaande heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat de bepaling op dat punt opnieuw onderzocht zal worden.

Artikel 7

In advies 53.959/2/V³ heeft de afdeling Wetgeving de hiernavolgende opmerking gemaakt, die hier herhaald dient te worden in verband met artikel 7, a), van het ontwerp dat strekt tot wijziging van artikel 2, § 2, 2°, van het koninklijk besluit van 14 oktober 2013 ‘tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de beroepsinstantie binnen Defensie’:

“De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 53.229/4, op 22 mei 2013 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’⁴ de volgende algemene opmerking gemaakt:

‘Uit het oogpunt van [het wettelijkheidsbeginsel (artikel 182 van de Grondwet)] gaan de volgende machtigingen van verordnungsbevoegdheden te ver:

(...)

³ Advies 53.959/2/V van 9 september 2013 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 14 oktober 2013 ‘tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de beroepsinstantie binnen Defensie’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53959.pdf>.

⁴ Advies 53.229/4 van 22 mei 2013 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 31 juli 2013 ‘tot wijziging van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen van het actief kader van de Krijgsmacht en tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van het militair personeel’, *Parl.St.* Kamer 2012-13, nr. 53-2879/1, 307 tot 325; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53229.pdf>.

- artikel 269, dat de Koning machtigt om de samenstelling en de werking van de beroepsinstantie te bepalen (ontworpen artikel 178/2);

(...).'

Artikel 178/2 van de wet van 28 februari 2007, zoals ingevoegd bij de wet van 31 juli 2013, is dienovereenkomstig herzien, en het vijfde en het zesde lid daarvan zijn als volgt gesteld:

‘De regels voor de beroepsprocedure worden door de Koning bepaald.

De beroepsinstantie wordt samengesteld overeenkomstig de volgende regels:

1° de beroepsinstantie wordt gevormd door drie leden, waaronder een president, minstens bekleed met een graad van hoofdofficier, en twee andere leden, bekleed met minstens een hogere graad dan de militair of kandidaat-militair die verschijnt, of met minstens meer anciënniteit in dezelfde graad in dezelfde personeelscategorie;

2° voor zover het behoren tot de geschiktheidscategorie D het gevolg is van onvoldoende postbeoordelingen, wordt de beroepsinstantie die bevoegd is voor het geval bedoeld in het eerste lid, 2°, evenwel paritair samengesteld. Ze bestaat uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van de overheid en vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties van het militair personeel.’

De paragrafen 1 en 2 van artikel 2 van het ontwerp zijn vatbaar voor kritiek voor zover de eerste artikel 178/2, zesde lid, van de wet overneemt en de tweede dat lid aanvult, wat de samenstelling van de beroepsinstantie betreft.⁵

Artikel 2 behoort dan ook te worden herzien in het licht van deze opmerking.”

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

⁵ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Wat dat betreft, blijkt uit het verslag aan de Koning dat het ontworpen besluit ertoe strekt regels betreffende de samenstelling van de beroepsinstantie vast te stellen.